

MACRON NOUS FAIT LA GUERRE POUR LES PROFITS DES CAPITALISTES! POUR UNE GRÈVE TOUS ENSEMBLE!

Le gouvernement de Macron attaque de toutes ses forces les travailleurs. Depuis la crise du Covid, l'inflation, en grande partie due aux marges des capitalistes sur tous les produits de consommation, a amputé les salaires qui étaient déjà trop bas pour vivre convenablement.

Stop aux licenciements

Depuis 2023, les plans de licenciements s'enchaînent. Malgré une augmentation prévue du nombre de chômeurs pour les 2 prochaines années, Macron continue de s'attaquer aux chômeurs pour nous faire accepter n'importe quel boulot précaire, sous-payés et à n'importe quelles conditions de travail : France travail, réforme du RSA, diminution des allocations chômage... plutôt que financer la création d'emplois publics ou de réduire le temps de travail pour le partager.

Trop souvent, les syndicats mènent la bataille sur un terrain juridique pour contrer les projets de fermeture et la revalorisation des primes de départ mais il est plus rare que la perspective de lutter avec tous les travailleurs soit discutée et préparée. Il serait pourtant possible de lutter pour l'implication des travailleurs à l'échelle de la ville, des départements, du pays pour bloquer les plans des capitalistes. Il faut se battre pour zéro licenciements !

Défendons nos services publics, une santé et une éducation gratuite pour tous !

Le capital est toujours à l'offensive avec Le Maire qui a volé 10 milliards d'euros sur le budget et a annoncé

qu'il supprimera 25 milliards d'€ en 2025 essentiellement sur le budget de la Sécurité Sociale.

Les travailleurs de la santé subissent coup sur coup la violence de la destruction du système de soins et les grèves continuent pour exiger des moyens suffisants. Le gouvernement attaque encore plus notre droit à la maladie en rajoutant des jours de carences ou en voulant revoir la liste des affections de longue durée (ALD) !

Dans l'éducation, la réforme du collège vise à la rentrée 2024 à ce que les jeunes issus des milieux populaires soient classés dans des groupes pour les « faibles » sans brevet à la clé et ensuite l'apprentissage à 15 ans. De plus, des centaines de postes sont supprimés. La colère chez les personnels est forte et s'est exprimée massivement lors de la grève nationale du 1er février où toute l'Éducation était appelée.

Il aurait été nécessaire de proposer ensuite, partout et en même temps, au moins 2 ou 3 journées de grève d'affilée de la maternelle au lycée. Cela aurait pu encourager les personnels à engager vraiment la bataille contre Macron-Attal. Des milliers de parents d'élèves se mobilisent aussi avec des opérations « collège mort ». Le samedi 25 mai, les syndicats appellent à défilé partout. Faisons de cette journée une mobilisation massive des personnels et parents.

Contre les attaques de Macron et pour nos salaires, pour une grève interprofessionnelle début juin !

Dans le privé, les grèves locales pen-

Histoire du 1er Mai

Le 1er mai est la journée internationale de lutte des travailleurs ! Aux États-Unis, les ouvriers, réunis en un grand syndicat, réclamaient dès 1884 une journée de travail de 8h. Arrive le 1er mai 1886 et la plupart des entreprises acceptent la revendication des syndicats et passent aux journées de 8h mais pas toutes. Il s'ensuit qu'à Chicago et ailleurs dans le pays, de grandes manifestations sont organisées dès le 3 mai. Lors de la manifestation à Chicago tout se passe plutôt bien avant que la police assassine trois manifestants. Le lendemain, une bombe explose entre manifestants et policiers et fait quinze morts dans les rangs de la police.

En 1889 Friedrich Engels réunit la Deuxième Internationale. Parmi les revendications les plus notables de cette dernière se trouve la journée de 8h. C'est donc en référence à ces syndicats et leur lutte que le 1er mai sera instauré, chaque année, une manifestation en faveur de la journée de 8h. Cela reste une journée de grève dans de nombreux pays. En France Pétain a décidé de rendre ce jour férié et de le renommer le jour en fête du travail pour diminuer son caractère de lutte. Il devient un jour chômé et payé ensuite !



CONTACTS :

- +33 (0) 7. 81. 32. 75. 89
- contact@gaucherevolutionnaire.fr
- Facebook / Twitter / Youtube / Instagram : Gauche révolutionnaire

Inscris-toi
à la lettre
d'infos !



dant les NAO ont permis de limiter la casse en essayant de gagner des augmentations de salaires au moins à hauteur de l'inflation. Lorsque la grève est majoritaire et déterminée elle gagne plus, comme celle chez Synlab qui a obtenu 160 euros net pour les plus petits salaires.

Les mobilisations et les grèves dans le public ou le privé sont réelles et relativement nombreuses, mais n'arrivent pas à se structurer ni à se coordonner à plus grande échelle. Dans ce contexte, la journée internationale des travailleurs le 1er mai est pour une fois unitaire. C'est une bonne chose mais quelle sont les perspectives des directions syndicales ?

Il n'y a eu aucune tentative de porter des revendications collectives depuis la grève interprofessionnelle du 13 octobre 2023. Ce manque de perspective entraîne aussi un manque de discussion politique et des crises qui se multiplient dans les syndicats. Il faut que les directions syndicales

posent une date de grève interprofessionnelle début juin avec une plate-forme revendicative réellement combative, élections européennes ou pas. Notre perspective politique c'est bien d'empêcher les capitalistes et Macron de continuer leur offensive en construisant une lutte déterminée tous ensemble. Et de renforcer notre camp dès que c'est possible. Le vote aux européennes ne changera pas nos vies mais sera un referendum contre Macron. Contre Macron et les capitalistes, le RN est une arnaque. C'est dans ce sens que nous appelons à voter LFI (liste Manon Aubry).

Au niveau politique, travailleuses, travailleurs, jeunes, nous avons besoin de notre propre voix politique. Il nous manque notre propre parti, un parti des travailleurs de masse qui défend sans compromis les conditions de travail et de vie des travailleurs et des jeunes et qui lutte pour une société débarrassée de l'exploitation capitaliste, de la misère, des guerres et des discriminations: le socialisme.

**Halte au massacre à Gaza !
Pour une journée internationale de mobilisation contre la guerre !
Non à la répression contre les militants engagés contre la guerre !**

Depuis 7 mois, des manifestations ont lieu régulièrement. Ces derniers jours, les étudiants aux États-Unis se mobilisent très massivement avec des occupations des universités. En France, les manifestations continuent, mais les syndicats n'y sont pas suffisamment présents. C'est pour autant le rôle des syndicats combattifs de s'opposer à la guerre et à la politique impérialiste car les travailleurs sont toujours les principales victimes de la guerre. Il faut organiser une journée internationale de mobilisation et de grève contre le massacre à Gaza. Tous les syndicats, partis de gauche et associations devraient y appeler pour tenter de stopper la machine de guerre et les livraisons d'armes

à Israël. Engageons les discussions dans ce sens dans nos syndicats !

Il faut également s'opposer à la répression de Macron-Attal. Plus de 300 procédures juridiques pour apologie au terrorisme sont en cours (aussi contre les responsables CGT et LFI). Notre camarade Jean-Paul Delescaut, de l'UD CGT du Nord a même pris un an de prison avec sursis pour un simple tract !

Ils veulent nous intimider et faire taire, mais nous ne laisserons pas faire et ne cessons pas de lutter contre la guerre et le capitalisme.



Les militants syndicalistes de la Gauche révolutionnaire militent pour un syndicalisme de lutte, de masse et de classe, pour le renversement du capitalisme et pour une société socialiste, la seule capable de satisfaire les besoins des travailleurs.

Battons-nous pour :

- Augmentation immédiate des salaires d'au moins 300 euros et indexation des salaires sur le coût de la vie

- Intégration des primes aux salaires et prise en charge par l'employeur à 100 % du transport domicile-travail

- Aucun revenu sous 1600 euros net

- Baisse massive des prix et leur blocage ensuite

- Des moyens massifs pour des services publics de qualité (santé, éducation, transport, logement...)

- Retraite à taux plein à 60 ans max, 55 ans quand c'est nécessaire, après 37,5 annuités

- Expropriation des capitalistes et création de monopoles publics sous le contrôle et la gestion des travailleurs dans les principaux secteurs de l'économie (énergie, transports, distribution, alimentation, finance, etc.) en lien avec les usagers pour pouvoir satisfaire nos besoins !